

(2)

Rétrospective et prospective

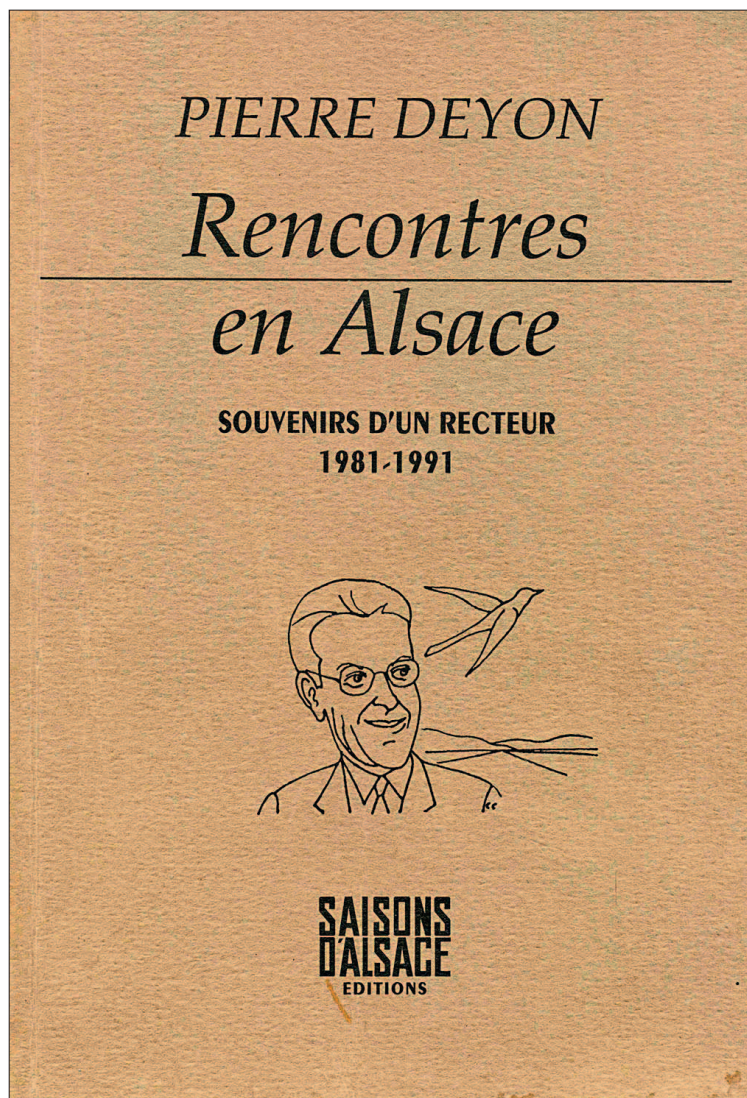
Pour une Ecole Normale Rhénane

L'idée d'une Ecole Normale rhénane, à bâtir dans le cadre de la Collectivité Européenne d'Alsace, n'est pas une chimère. Mais une solution pratique à de nombreux problèmes de formation et de motivation pédagogique qui durant des décennies n'ont pu être traités que de manière très partielle, bancal, hésitante, qu'au prix de compromis compliqués, sanctionnés par le découragement et souvent soldés par l'échec.

Les années 1980, sous le rectorat de Pierre Deyon (1981-1991), avaient vu l'émergence d'un enseignement de *Langue et Culture Régionales* (LCR) et la reconnaissance presque révolutionnaire, impensable après la guerre, de l'allemand comme « langue régionale de France », avec ses composantes ou variations dialectales. L'enseignement était optionnel, bien sûr, et confiné à la marge, difficilement calé dans les emplois du temps, mais quand même... Il existait, inscrit dans l'institution et couronné par une épreuve au Bac. Que d'espoirs il soulevait ! A l'évidence, il fallait alors former et encadrer les enseignants volontaires, idéalistes, plus ou moins militants ; l'administration rectorale s'y employa, y mit les moyens, contournant les obstacles et vainquant les réticences. Des journées de formation furent organisées à l'université de Strasbourg. Les chefs d'établissement arrangeaient les emplois du temps du professeur volontaire, de façon à lui libérer un mercredi sur deux.

Les pionniers de LCR

Il y eut des candidats de tous les « coins » d'Alsace, du fond du Haut-Rhin comme du Bas-Rhin. Pour certains, c'était plus d'une heure de route ou de train jusqu'à Strasbourg, plus le trajet de la gare à l'université. Les cours commençaient à 9 heures. Première rentrée 1985-1986. Histoire avec Georges Bischoff, qui ne prétendait pas encore vouloir « en finir avec l'histoire d'Alsace » ! Sociologie avec Freddy Raphaël, qui délaissait



les généralités se polarisait cette année-là sur les ex-voto, par exemple ceux qu'on trouve à Notre-Dame de Thierenbach, qu'il nous invitait à analyser comme un phénomène de culture et de religion populaire. La dialectologie était naturellement l'affaire de Raymond Matzen, toujours plein d'entrain avec des sacs d'anecdotes. Et la littérature, à l'institut des études germaniques, revenait à Adrien Finck, qui travaillait alors à composer un manuel, *Littérature Alsacienne XXe siècle*, qui allait paraître en 1990 et devait rendre les mêmes services que les Lagarde et Michard. C'était aussi l'âge d'or du CRDP, Centre Régional de Documentation Pédagogique, installé dans un bâtiment universitaire et facile d'accès. Il éditait tous les trois mois de nouveaux Cahiers littéraires (sur des auteurs passés et même contemporains, de Sébastien Brant à Claude Vigée), avec une biographie, des analyses et un choix de textes. De même était produite par des spécialistes une abondante documentation historique et géographique. Les auteurs travaillaient en toute liberté. On y croyait. On avait la foi. Un réel « désir d'Alsace » animait les intellectuels, les artistes et nombre d'enseignants dans toutes disciplines. Une conscience écologique percevait de pair avec la conscience régionale. Des leçons de géographie et d'initiation à la nature (botanique et paysages) furent intégrées spontanément aux programmes. En tout se manifestait une créativité pédagogique rare, encouragée et soutenue d'en haut dans un esprit d'ouverture.

Pierre Deyon lui-même, recteur de l'Académie de Strasbourg, avait préfacé l'ouvrage dirigé par Adrien Finck. « *Nous attendions ce manuel de littérature alsacienne du XXe siècle, au moment où nous percevons mieux que jamais la vocation particulière de cette région appelée au cœur de l'Europe à jouer un rôle significatif dans le rapprochement des cultures et l'éveil d'une conscience communautaire. L'histoire de l'Alsace, sa situation géographique, lui permettent aujourd'hui d'organiser facilement un courant permanent d'échanges transfrontaliers dans le domaine de la littérature et des arts...* »

Trente ans après, où en sommes-nous ? Qu'entendons-nous ? Les prémices de ce que pourrait reprendre et développer maintenant une Collectivité européenne d'Alsace ? On dirait qu'elle était déjà là, comme en pointillé ? On voudrait avoir confiance. Mais on n'ose, échaudé par l'expérience du lointain et proche passé... Cette collectivité encore indéterminée jouira-t-elle des libertés nécessaires pour engager et mener une politique linguistique et culturelle cohérente, réellement novatrice, sans les entraves qu'y a toujours mises le système de l'Education nationale ?

EN-CFEB-IUFM-ESPE

Jusqu'ici, la rhétorique d'un idéal rhénan européen couvrait rituellement de ses fleurs des politiques biaisées, contraintes, et, pire, une absence de politique,

une impuissance politique, et un état pédagogique qui ne cessait de se dégrader. A relire les belles circulaires du temps du recteur Deyon, l'on s'aperçoit qu'elles présupposaient - encore - chez les enfants une pratique ou du moins une compréhension première du dialecte comme « parler de la maison ». Or, pendant que l'on bricolait selon les bonnes volontés et les dévouements disponibles un enseignement ouvert de la culture régionale, l'usage privé et public du parler dialectal était en chute libre accélérée, jusqu'à frôler comme aujourd'hui un niveau proche de zéro. Généreuse, évitant toute discrimination, la culture régionale n'exigeait aucune connaissance de la langue régionale et de sa littérature.

Les réformes se succèdent. L'enseignement de LCR recule, se relâche ou stagne. Les options donnant des points au Bac se multiplient et se concurrencent. La production du CRDP fléchit, elle a excédé la demande, c'est-à-dire les capacités de consommation ou d'utilisation des enseignants comme des élèves, de moins en moins informés et motivés. Les deux « Finck », Littérature alsacienne XXe siècle et Histoire de la littérature européenne d'Alsace, ont été mal écoulés. Au grand dam de leurs éditeurs, il reste vingt ans après d'importants stocks dont personne ne se soucie.

Un saut politique qualitatif parut être l'ouverture d'un Centre de Formation aux enseignements bilingues (CFEB), inauguré en 2001 à Guebwiller, dans l'ancien « château » de la Neuenburg des princes-abbés de Murbach. Un lieu historique adapté. C'était bien une sorte d'Ecole Normale « spéciale », dans les locaux mêmes et les meubles de l'ancienne Ecole Normale - « normale » ! - de jeunes filles (catholiques), qui fut inaugurée là en 1949 et où exerça un temps, il faut que je le dise, le germaniste Emile Storck, un des plus grands poètes de la littérature dialectale alsacienne.

Le Centre accueillait une centaine d'étudiants et de stagiaires et une dizaine de personnels administratifs, c'était bon pour l'emploi et le commerce en ville et le cadre était agréable, mais cédant à une logique économique de concentration et pour des raisons ferroviaires, parce que depuis 1969 le train n'allait plus jusqu'à Guebwiller, le Conseil régional et les Conseils généraux décidèrent le transfert de l'Ecole à Colmar. Puis, le CFEB se perdit dans les sables de l'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres), avant de couler dans les eaux de la mastérisation et d'une Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education (ESPE)...

Bref, de sigle en sigle, au gré des ministres de l'Education nationale qui changent avec les gouvernements et donc chacun veut corriger les mauvaises réformes de son prédécesseur, on se lasse, on

s'égare, les intéressés eux-mêmes ont du mal à trouver leur chemin dans la luxuriante broussaille bureaucratique et acronymique. Le public (le peuple) n'y comprend plus rien.

Un test politique

Il n'y a plus d'avant... Il n'y a plus d'Ecole normale. Le nom devenu familial et le concept se sont effacés. En allemand, on dit depuis longtemps « *Lehrerseminar* » - ou *Pädagogische Hochschule* - et tout le monde comprend. « Ecole Normale rhénane » se dirait *Oberrheinisches Lehrerseminar*. Après les périodes de repli par manque de volonté générale claire et après le coup qui pouvait être fatal de l'absorption de la région Alsace dans un bloc de l'Est, la perspective d'une nouvelle collectivité alsacienne à vocation européenne réveille l'espoir et stimule l'imagination. La société civile, souple, sensible, inventive, est toujours en avance sur la politique, pétrifiée dans ses structures et entravée par des calculs électoraux. Sans attendre, dans le souffle de l'esprit d'ouverture et pour répondre à des besoins économiques et sociaux manifestes, de nombreuses initiatives de partenariats franco-allemands ont déjà été prises en marge, des échanges sont pratiqués entre les écoles et au niveau universitaire. Il y a les filières *Abi-bac* et il y a *Eucor*, le campus européen, Confédération européenne des universités du Rhin supérieur. Par exemple, des étudiants font une première année de licence d'allemand à l'UHA de Mulhouse, suivie à Fribourg d'un premier semestre théorique de sciences de l'éducation et puis d'un second de stages dans les écoles des environs. Retour en 3e année à l'UHA, pour les sciences de l'éducation enseignées en français. Ensuite, la préparation du master, un an à Fribourg, un an à Colmar. En fin de course, habilitation à enseigner aussi bien en Allemagne qu'en Alsace France. Si de tels dispositifs existent - déjà - et donnent satisfaction, que demander de plus à une Ecole Normale « rhénane » ? La clarté et l'affichage pour l'Alsace d'une politique culturelle déterminée. Construire et ouvrir une telle Ecole, c'est la seule solution durable au problème du recrutement d'enseignants LCR bilingues. « Construire » ne veut pas dire forcément bâtir des murs. Pour commencer, on mettra sur pied une banque de données et un télé-enseignement. Cela ne va pas coûter à la Collectivité les yeux de la tête ! Mais la fondation d'une telle Ecole Normale ou de quelque chose de semblable sera comme un test pour la CEA qui devra prouver la réalité de ses pouvoirs particuliers.

Jean-Paul Sorg
27 septembre 2020